

Index AI : PRE01/477/2012
08 October 2012

Maldives. Violences policières lors de l'arrestation de l'ancien président

La police des Maldives a utilisé une force excessive lors de l'arrestation de l'ancien président Mohamad Nasheed le 8 octobre, a déclaré Amnesty International.

Mohamad Nasheed a été arrêté à Fares-Maathoda, dans le sud des Maldives. On l'accuse de ne pas avoir donné suite à une convocation de la justice. Des personnes présentes sur place ont expliqué à Amnesty International que des policiers avaient saccagé la maison où se trouvait l'ancien président au moment de son interpellation, et qu'ils s'en étaient pris ensuite à des sympathisants qui manifestaient pacifiquement devant le bâtiment. Présent parmi ces derniers, l'ancien ministre des Affaires étrangères Ahmed Naseem a été frappé à coups de pied et a reçu du gaz poivre au visage.

« Nous sommes profondément préoccupés par les informations selon lesquelles certains policiers ont eu recours à la violence en marge de l'arrestation de Mohamad Nasheed, alors que ni lui ni ses soutiens n'opposaient aucune résistance », a déclaré Abbas Faiz, spécialiste des Maldives à Amnesty International.

L'ancien président doit comparaître en justice pour répondre de l'arrestation d'un magistrat, Abdulla Mohamed, sous sa présidence. Amnesty International considère comme un fait positif la démarche des autorités maldiviennes d'enquêter sur cette affaire, mais déplore que le gouvernement actuel ferme les yeux sur les violations des droits humains commises sous le régime de Maumoon Abdul Gayoom (1978-2008) et depuis l'accession au pouvoir de Mohamed Waheed, en février 2012.

« On ne peut que se réjouir que des violations commises dans le passé fassent l'objet d'une enquête. L'obligation de rendre des comptes ne doit toutefois pas être mise en œuvre de manière sélective. Tous les responsables, y compris les anciens chefs de l'État, doivent être amenés à rendre des comptes pour les violations des droits humains perpétrées. La prise en compte exclusive des violations commises pendant la présidence de Mohamad Nasheed répond manifestement à des considérations politiques », a déclaré Abbas Faiz.

Amnesty International [a dénoncé à plusieurs reprises les brutalités policières exercées contre des manifestants cette année](#), depuis l'installation du nouveau gouvernement. Personne n'a été amené à répondre de ces violations.

Sous la présidence de Maumoon Abdul Gayoom, les arrestations d'opposants politiques et la torture étaient monnaie courante. Le régime a réussi pour l'essentiel à échapper à toute procédure visant à amener les responsables présumés des multiples violations des droits humains commises pendant cette période à rendre des comptes.